

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/39/Add.1

17 octobre 1996

(96-4317)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, LES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES ET LES DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

Questions posées par les Etats-Unis

Addendum

La Mission permanente des Etats-Unis auprès de l'OMC a fait parvenir au Secrétariat une communication, datée du 11 octobre 1996, concernant les questions que les Etats-Unis ont adressées aux Membres de l'OMC énumérés ci-après au sujet de l'examen des législations d'application nationales dans les domaines des marques de fabrique ou de commerce, des indications géographiques et des dessins et modèles industriels.

	<u>Page</u>
Corée	2
Equateur	3
Hong Kong	6
Israël	7
Koweït	8
Mexique	9
Singapour	10
Turquie	11

COREE

Marques de fabrique ou de commerce

1. Veuillez indiquer si la législation coréenne comporte une présomption de risque de confusion lorsqu'il s'agit d'établir s'il y a similitude de nature à prêter à confusion entre des marques identiques dont il est fait usage pour des produits identiques, comme il est prescrit à l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC. Dans l'affirmative, prière d'indiquer et d'expliquer sur quoi repose cette présomption d'un point de vue juridique.
2. Veuillez indiquer si, aux termes de la législation coréenne, la nature des produits ou des services auxquels une marque doit s'appliquer peut constituer un obstacle à l'enregistrement de cette marque. Dans l'affirmative, veuillez définir l'objet qui est exclu à ce titre et indiquer quelles sont les dispositions de la législation qui servent à justifier ces exclusions.
3. Comment la législation coréenne satisfait-elle à l'exigence voulant que la renommée de la marque soit déterminée en tenant compte de la notoriété de cette marque dans la partie du public concernée?
4. Veuillez expliquer comment la législation coréenne protège les marques notoirement connues conformément aux exigences de l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC.

Indications géographiques

5. Veuillez expliquer comment les indications géographiques sont protégées en Corée, conformément aux articles 22 et 23 de l'Accord sur les ADPIC.

Dessins et modèles industriels

6. Veuillez décrire les méthodes au moyen desquelles les dessins et modèles industriels sont protégés en Corée, notamment:
 - a) la forme ou les formes de propriété intellectuelle utilisées pour protéger les dessins et modèles (ex.: brevet, droit d'auteur, système *sui generis*);
 - b) les conditions qui doivent être remplies pour obtenir cette protection (ex.: la question de savoir si les dessins et modèles doivent être nouveaux ou originaux et les paramètres servant à définir ces qualités) ainsi qu'une description succincte de la procédure d'enregistrement ou de concession;
 - c) la nature des droits et la durée de la protection accordés;
 - d) la nature des recours offerts au titulaire de chacun des types de protection, en indiquant entre autres les conditions qui peuvent être imposées (ex.: exploitation dans le commerce); et
 - e) la question de savoir s'il existe, pour chacun des types de propriété intellectuelle, des exceptions à la protection ou aux droits offerts.
7. Veuillez expliquer les modalités de protection des dessins et modèles de textiles aux termes de la législation coréenne.

EQUATEUR

Marques de fabrique ou de commerce

1. L'article 81 de la Décision n° 344 de la Commission de l'Accord de Carthagène indique quels sont les signes qui peuvent être protégés à l'aide de marques de fabrique ou de commerce et précise que ceux-ci doivent être susceptibles de représentation graphique. En outre, selon l'article 82 f), "une couleur considérée isolément" ne peut être enregistrée comme marque de fabrique ou de commerce. En conséquence, il semble impossible de protéger des couleurs, des parfums et des sons à l'aide de marques de fabrique ou de commerce. Veuillez indiquer si cette interprétation de l'article 81 est juste et, dans l'affirmative, prière d'expliquer comment cette disposition est conforme à l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC.
2. A l'article 82 d) de la Décision n° 344 de la Commission de l'Accord de Carthagène, il est indiqué que les marques "pouvant servir dans le commerce à désigner ou à décrire l'espèce, la qualité, la destination, la valeur, le lieu d'origine, l'époque de la fabrication ou d'autres données, caractéristiques ou informations" ne peuvent être enregistrées comme marques. Cette disposition semble empêcher l'enregistrement de marques de certification. Veuillez expliquer comment cette disposition est conforme avec l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC.
3. L'article 82 g) de la Décision n° 344 de la Commission de l'Accord de Carthagène interdit l'enregistrement de marques qui sont "contraires à la loi, à la morale, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs". Veuillez expliquer comment cette disposition est conforme à l'article 15:4 de l'Accord sur les ADPIC, qui dispose que la nature des produits ou services auxquels une marque de fabrique ou de commerce s'applique ne doit pas constituer un obstacle à l'enregistrement de la marque.
4. L'article 83 d) de la Décision n° 344 de la Commission de l'Accord de Carthagène protège les marques de commerce ou de fabrique qui sont notoirement connues dans le commerce international, mais uniquement lorsque celles-ci "sont soumises au principe de la réciprocité par les secteurs intéressés". Veuillez expliquer comment cette disposition est conforme aux paragraphes 2 et 3 de l'article 16 de l'Accord sur les ADPIC, qui incorporent et élargissent les dispositions de l'article 6bis de la Convention de Paris.
5. Aux termes de l'article 84 a) de la Décision n° 344 de la Commission de l'Accord de Carthagène, il semble que l'Equateur se fondera sur la notoriété parmi les "consommateurs" pour déterminer si une marque peut être considérée comme notoirement connue. En outre, l'article 84 c) de la Décision n° 344 dispose que l'ancienneté de la marque et l'usage continu de celle-ci sont des éléments qui servent à évaluer la marque pour déterminer si elle est notoirement connue. Veuillez expliquer comment ces dispositions sont conformes à l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC, qui dispose que l'évaluation doit être effectuée en tenant compte des parties du public *concernées* et de la notoriété de la marque dans le pays qui découle de la promotion de cette marque, et que des considérations de temps ou d'usage ne doivent pas entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de déterminer si une marque est notoirement connue.
6. Veuillez indiquer si, dans la Décision n° 344 ou dans tout autre loi ou règlement de l'Equateur, il est fait appel à la notion de caractère distinctif pour déterminer si une marque peut être enregistrée lorsque la marque ne permet pas en soi de distinguer les produits ou les services.
7. L'article 96 de la Décision n° 344 de la Commission de l'Accord de Carthagène dispose que le déposant sera informé, au moyen d'une "décision dûment motivée", de l'acceptation ou du refus de sa demande d'enregistrement. Veuillez indiquer si un refus peut faire l'objet d'une révision judiciaire

et, dans la négative, expliquer comment cette pratique est conforme à l'article 41:4 de l'Accord sur les ADPIC.

8. La Loi équatorienne n° 1038-a (la Loi sur les négociants) du 28 décembre 1976 interdit aux sociétés étrangères de mettre fin à des contrats de licence et de distribution conclus avec des sociétés équatoriennes si les produits sur lesquels les marques sont apposées sont *importés* en Equateur. Veuillez indiquer comment les restrictions imposées par la Loi sur les négociants au libre usage des marques de commerce ou de fabrique sont conformes avec l'article 20 de l'Accord sur les ADPIC, qui dispose que l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce au cours d'opérations commerciales ne sera pas entravé de manière injustifiable par des prescriptions spéciales.

9. Prière d'indiquer comment la Loi sur les négociants est conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC en matière de traitement national, lesquelles obligent les Membres à accorder aux marques de fabrique ou de commerce des ressortissants des autres Membres une protection non moins favorable que celle qu'ils accordent à leurs propres ressortissants. Cette obligation s'étend aux droits d'utilisation d'une marque. Comme la Loi sur les négociants met l'accent sur les produits fabriqués au pays, elle met effectivement les titulaires étrangers de marques de fabrique ou de commerce dans une situation moins favorable que les titulaires de marques de fabrique ou de commerce équatoriens pour ce qui est de l'usage de leurs marques.

10. Prière d'indiquer si la législation équatorienne ou les décisions de la Commission de l'Accord de Carthagène permettent d'annuler l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce pour cause de non-usage.

11. L'article 121 de la Décision n° 344 de la Commission de l'Accord de Carthagène dispose que les "slogans commerciaux" doivent être transmis conjointement avec la marque à laquelle ils sont associés. Prière d'expliquer comment cette pratique est conforme à l'article 21 de l'Accord sur les ADPIC, qui dispose que le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce enregistrée aura le droit de la céder sans qu'il y ait nécessairement transfert de l'entreprise à laquelle la marque appartient.

Indications géographiques

12. Veuillez expliquer comment la législation équatorienne protège les indications géographiques, conformément aux articles 22 et 23 de l'Accord sur les ADPIC.

Dessins et modèles industriels

13. L'article 58 de la Décision n° 344 de la Commission de l'Accord de Carthagène n'accorde pas de protection aux dessins et modèles industriels "qui se rapportent aux vêtements". Cette disposition semble exclure les dessins et modèles de textiles. Veuillez expliquer comment cette disposition est conforme à l'article 25 de l'Accord sur les ADPIC.

14. La durée de la protection accordée aux dessins et modèles industriels aux termes de la Décision n° 344 de la Commission de l'Accord de Carthagène est de huit ans à compter de la date du dépôt. Prière d'expliquer comment cette disposition est conciliable avec l'article 26:3 de l'Accord sur les ADPIC, qui oblige les Membres de l'OMC à accorder une protection d'une durée d'au moins dix ans.

15. Veuillez décrire les méthodes au moyen desquelles les dessins et modèles industriels sont protégés en Equateur, notamment:

- a) la forme ou les formes de propriété intellectuelle utilisées pour protéger les dessins et modèles (ex.: brevet, droit d'auteur, système *sui generis*);

- b) les conditions qui doivent être remplies pour obtenir cette protection (ex.: la question de savoir si les dessins et modèles doivent être nouveaux ou originaux et les paramètres de ces qualités) ainsi qu'une description succincte de la procédure d'enregistrement ou de concession;
- c) la nature des droits et la durée de la protection accordés;
- d) la nature des recours offerts au titulaire de chacun des types de protection, en indiquant entre autres les conditions qui peuvent être imposées (ex.: exploitation dans le commerce); et
- e) la question de savoir s'il existe, pour chacun des types de propriété intellectuelle, des exceptions à la protection ou aux droits offerts.

HONG KONG

Marques de fabrique ou de commerce

1. Veuillez indiquer si la législation de Hong Kong comporte une présomption de risque de confusion lorsqu'il s'agit d'établir s'il y a similitude de nature à prêter à confusion entre des marques identiques dont il est fait usage pour des produits identiques, comme il est prescrit à l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC. Dans l'affirmative, prière d'indiquer et d'expliquer sur quoi repose cette présomption d'un point de vue juridique.
2. Veuillez indiquer si, aux termes de la législation de Hong Kong, la nature des produits ou des services auxquels une marque doit s'appliquer peut constituer un obstacle à l'enregistrement de cette marque. Dans l'affirmative, veuillez définir l'objet qui est exclu à ce titre et indiquer quelles sont les dispositions de la législation qui servent à justifier ces exclusions.
3. Comment la législation de Hong Kong satisfait-elle à l'exigence voulant que la renommée de la marque soit déterminée en tenant compte de la notoriété de cette marque dans la partie du public concernée?
4. Veuillez expliquer comment la législation de Hong Kong protège les marques notoirement connues conformément aux exigences de l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC.

Indications géographiques

5. Veuillez expliquer comment les indications géographiques sont protégées à Hong Kong, conformément aux articles 22 et 23 de l'Accord sur les ADPIC.

Dessins et modèles industriels

6. Veuillez décrire les méthodes au moyen desquelles les dessins et modèles industriels sont protégés à Hong Kong, notamment:
 - a) la forme ou les formes de propriété intellectuelle utilisées pour protéger les dessins et modèles (ex.: brevet, droit d'auteur, système *sui generis*);
 - b) les conditions qui doivent être remplies pour obtenir cette protection (ex.: la question de savoir si les dessins et modèles doivent être nouveaux ou originaux et les paramètres servant à définir ces qualités) ainsi qu'une description succincte de la procédure d'enregistrement ou de concession;
 - c) la nature des droits et la durée de la protection accordés;
 - d) la nature des recours offerts au titulaire de chacun des types de protection, en indiquant entre autres les conditions qui peuvent être imposées (ex.: exploitation dans le commerce); et
 - e) la question de savoir s'il existe, pour chacun des types de propriété intellectuelle, des exceptions à la protection ou aux droits offerts.
7. Veuillez expliquer les modalités de protection des dessins et modèles de textiles aux termes de la législation de Hong Kong.

ISRAEL

Marques de fabrique ou de commerce

1. Veuillez indiquer si la législation israélienne comporte une présomption de risque de confusion lorsqu'il s'agit d'établir s'il y a similitude de nature à prêter à confusion entre des marques identiques dont il est fait usage pour des produits identiques, comme il est prescrit à l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC. Dans l'affirmative, prière d'indiquer et d'expliquer sur quoi repose cette présomption d'un point de vue juridique.
2. Veuillez indiquer si, aux termes de la législation israélienne, la nature des produits ou des services auxquels une marque doit s'appliquer peut constituer un obstacle à l'enregistrement de cette marque. Dans l'affirmative, veuillez définir l'objet qui est exclu à ce titre et indiquer quelles sont les dispositions de la législation qui servent à justifier ces exclusions.
3. Comment la législation israélienne satisfait-elle à l'exigence voulant que la renommée de la marque soit déterminée en tenant compte de la notoriété de cette marque dans la partie du public concernée?
4. Veuillez expliquer comment la législation israélienne protège les marques notoirement connues conformément aux exigences de l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC.

Indications géographiques

5. Veuillez expliquer comment les indications géographiques sont protégées en Israël, conformément aux articles 22 et 23 de l'Accord sur les ADPIC.

Dessins et modèles industriels

6. Veuillez décrire les méthodes au moyen desquelles les dessins et modèles industriels sont protégés en Israël, notamment:
 - a) la forme ou les formes de propriété intellectuelle utilisées pour protéger les dessins et modèles (ex.: brevet, droit d'auteur, système *sui generis*);
 - b) les conditions qui doivent être remplies pour obtenir cette protection (ex.: la question de savoir si les dessins et modèles doivent être nouveaux ou originaux et les paramètres servant à définir ces qualités) ainsi qu'une description succincte de la procédure d'enregistrement ou de concession;
 - c) la nature des droits et la durée de la protection accordés;
 - d) la nature des recours offerts au titulaire de chacun des types de protection, en indiquant entre autres les conditions qui peuvent être imposées (ex.: exploitation dans le commerce); et
 - e) la question de savoir s'il existe, pour chacun des types de propriété intellectuelle, des exceptions à la protection ou aux droits offerts.
7. Veuillez expliquer les modalités de protection des dessins et modèles de textiles aux termes de la législation israélienne.

KOWEIT

Marques de fabrique ou de commerce

1. Veuillez indiquer si la législation koweïtienne comporte une présomption de risque de confusion lorsqu'il s'agit d'établir s'il y a similitude de nature à prêter à confusion entre des marques identiques dont il est fait usage pour des produits identiques, comme il est prescrit à l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC. Dans l'affirmative, prière d'indiquer et d'expliquer sur quoi repose cette présomption d'un point de vue juridique.
2. Veuillez indiquer si, aux termes de la législation koweïtienne, la nature des produits ou des services auxquels une marque doit s'appliquer peut constituer un obstacle à l'enregistrement de cette marque. Dans l'affirmative, veuillez définir l'objet qui est exclu à ce titre et indiquer quelles sont les dispositions de la législation qui servent à justifier ces exclusions.
3. Comment la législation koweïtienne satisfait-elle à l'exigence voulant que la renommée de la marque soit déterminée en tenant compte de la notoriété de cette marque dans la partie du public concernée?
4. Veuillez expliquer comment la législation koweïtienne protège les marques notoirement connues conformément aux exigences de l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC.

Indications géographiques

5. Veuillez expliquer comment les indications géographiques sont protégées au Koweït, conformément aux articles 22 et 23 de l'Accord sur les ADPIC.

Dessins et modèles industriels

6. Veuillez décrire les méthodes au moyen desquelles les dessins et modèles industriels sont protégés au Koweït, notamment:
 - a) la forme ou les formes de propriété intellectuelle utilisées pour protéger les dessins et modèles (ex.: brevet, droit d'auteur, système *sui generis*);
 - b) les conditions qui doivent être remplies pour obtenir cette protection (ex.: la question de savoir si les dessins et modèles doivent être nouveaux ou originaux et les paramètres servant à définir ces qualités) ainsi qu'une description succincte de la procédure d'enregistrement ou de concession;
 - c) la nature des droits et la durée de la protection accordés;
 - d) la nature des recours offerts au titulaire de chacun des types de protection, en indiquant entre autres les conditions qui peuvent être imposées (ex.: exploitation dans le commerce); et
 - e) la question de savoir s'il existe, pour chacun des types de propriété intellectuelle, des exceptions à la protection ou aux droits offerts.
7. Veuillez expliquer les modalités de protection des dessins et modèles de textiles aux termes de la législation koweïtienne.

MEXIQUE

Marques de fabrique ou de commerce

1. Veuillez indiquer si la législation mexicaine comporte une présomption de risque de confusion lorsqu'il s'agit d'établir s'il y a similitude de nature à prêter à confusion entre des marques identiques dont il est fait usage pour des produits identiques, comme il est prescrit à l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC. Dans l'affirmative, prière d'indiquer et d'expliquer sur quoi repose cette présomption d'un point de vue juridique.
2. Veuillez indiquer si, aux termes de la législation mexicaine, la nature des produits ou des services auxquels une marque doit s'appliquer peut constituer un obstacle à l'enregistrement de cette marque. Dans l'affirmative, veuillez définir l'objet qui est exclu à ce titre et indiquer quelles sont les dispositions de la législation qui servent à justifier ces exclusions.
3. Comment la législation mexicaine satisfait-elle à l'exigence voulant que la renommée de la marque soit déterminée en tenant compte de la notoriété de cette marque dans la partie du public concernée?
4. Veuillez expliquer comment la législation mexicaine protège les marques notoirement connues conformément aux exigences de l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC.

Indications géographiques

5. Veuillez expliquer comment les indications géographiques sont protégées au Mexique, conformément aux articles 22 et 23 de l'Accord sur les ADPIC.

Dessins et modèles industriels

6. Veuillez décrire les méthodes au moyen desquelles les dessins et modèles industriels sont protégés au Mexique, notamment:
 - a) la forme ou les formes de propriété intellectuelle utilisées pour protéger les dessins et modèles (ex.: brevet, droit d'auteur, système *sui generis*);
 - b) les conditions qui doivent être remplies pour obtenir cette protection (ex.: la question de savoir si les dessins et modèles doivent être nouveaux ou originaux et les paramètres servant à définir ces qualités) ainsi qu'une description succincte de la procédure d'enregistrement ou de concession;
 - c) la nature des droits et la durée de la protection accordés;
 - d) la nature des recours offerts au titulaire de chacun des types de protection, en indiquant entre autres les conditions qui peuvent être imposées (ex.: exploitation dans le commerce); et
 - e) la question de savoir s'il existe, pour chacun des types de propriété intellectuelle, des exceptions à la protection ou aux droits offerts.
7. Veuillez expliquer les modalités de protection des dessins et modèles de textiles aux termes de la législation mexicaine.

SINGAPOUR

Marques de fabrique ou de commerce

1. Veuillez indiquer si la législation singapourienne comporte une présomption de risque de confusion lorsqu'il s'agit d'établir s'il y a similitude de nature à prêter à confusion entre des marques identiques dont il est fait usage pour des produits identiques, comme il est prescrit à l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC. Dans l'affirmative, prière d'indiquer et d'expliquer sur quoi repose cette présomption d'un point de vue juridique.
2. Veuillez indiquer si, aux termes de la législation singapourienne, la nature des produits ou des services auxquels une marque doit s'appliquer peut constituer un obstacle à l'enregistrement de cette marque. Dans l'affirmative, veuillez définir l'objet qui est exclu à ce titre et indiquer quelles sont les dispositions de la législation qui servent à justifier ces exclusions.
3. Comment la législation singapourienne satisfait-elle à l'exigence voulant que la renommée de la marque soit déterminée en tenant compte de la notoriété de cette marque dans la partie du public concernée?
4. Veuillez expliquer comment la législation singapourienne protège les marques notoirement connues conformément aux exigences de l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC.

Indications géographiques

5. Veuillez expliquer comment les indications géographiques sont protégées à Singapour, conformément aux articles 22 et 23 de l'Accord sur les ADPIC.

Dessins et modèles industriels

6. Veuillez décrire les méthodes au moyen desquelles les dessins et modèles industriels sont protégés à Singapour, notamment:
 - a) la forme ou les formes de propriété intellectuelle utilisées pour protéger les dessins et modèles (ex.: brevet, droit d'auteur, système *sui generis*);
 - b) les conditions qui doivent être remplies pour obtenir cette protection (ex.: la question de savoir si les dessins et modèles doivent être nouveaux ou originaux et les paramètres servant à définir ces qualités) ainsi qu'une description succincte de la procédure d'enregistrement ou de concession;
 - c) la nature des droits et la durée de la protection accordés;
 - d) la nature des recours offerts au titulaire de chacun des types de protection, en indiquant entre autres les conditions qui peuvent être imposées (ex.: exploitation dans le commerce); et
 - e) la question de savoir s'il existe, pour chacun des types de propriété intellectuelle, des exceptions à la protection ou aux droits offerts.
7. Veuillez expliquer les modalités de protection des dessins et modèles de textiles aux termes de la législation singapourienne.

TURQUIE

Marques de fabrique ou de commerce

1. Veuillez indiquer si, aux termes de la législation turque, la nature des produits ou des services auxquels une marque doit s'appliquer peut constituer un obstacle à l'enregistrement de cette marque. Dans l'affirmative, veuillez définir l'objet qui est exclu à ce titre et indiquer quelles sont les dispositions de la législation qui servent à justifier ces exclusions.

2. Veuillez indiquer si la législation turque permet de déposer une demande d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce qui repose sur l'intention d'utiliser cette marque plutôt que sur son utilisation effective. Dans la négative, prière d'expliquer comment cette pratique est compatible avec l'article 15:3 de l'Accord sur les ADPIC.

3. Les types de signes qui peuvent être protégés au moyen d'une marque de fabrique ou de commerce sont énumérés à l'article 5 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Les couleurs ne figurent pas dans cette liste. Veuillez indiquer si une couleur peut constituer une marque aux termes de la législation turque sur les marques de fabrique ou de commerce et, dans l'affirmative, prière d'indiquer en vertu de quelle disposition.

4. Veuillez indiquer si les marques notoirement connues non enregistrées sont protégées aux termes de la législation turque et, dans l'affirmative, comment cela est-il conciliable avec l'article 6 de la Loi sur les marques de fabrique et de commerce, qui dispose que l'obtention de la protection est subordonnée à l'enregistrement. Si les marques notoirement connues non enregistrées sont protégées, prière d'indiquer la ou les dispositions en vertu de laquelle ou desquelles cette protection est accordée.

5. Veuillez indiquer si la législation turque comporte une présomption de risque de confusion lorsqu'il s'agit d'établir s'il y a similitude de nature à prêter à confusion entre des marques identiques dont il est fait usage pour des produits identiques, comme il est prescrit à l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC. Dans l'affirmative, prière d'indiquer et d'expliquer sur quoi repose cette présomption d'un point de vue juridique.

6. L'article 14 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce permet d'invalider une marque enregistrée dans un délai de cinq ans suivant l'enregistrement à défaut d'exploitation "sans raison valable" ou si son exploitation a cessé pendant une période ininterrompue de cinq ans. Veuillez décrire le genre de circonstances qui serait suffisant pour satisfaire à cette disposition en faisant état, au besoin, des décisions judiciaires ou administratives portant sur cette question.

7. L'article 79 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce donne aux titulaires la possibilité de demander l'aide de l'Administration des douanes pour empêcher l'importation ou l'exportation de marchandises contrefaites. Prière d'expliquer comment le délai de dix jours dont il est fait mention à l'article 79 peut être compatible avec l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC, qui prévoit une suspension d'au moins dix jours ouvrables avec une possibilité de prorogation de dix autres jours ouvrables.

Indications géographiques

8. Veuillez expliquer comment les indications géographiques sont protégées en Turquie, conformément aux articles 22 et 23 de l'Accord sur les ADPIC.

Dessins et modèles industriels

9. Veuillez décrire les méthodes au moyen desquelles les dessins et modèles industriels sont protégés en Turquie, notamment:

- a) la forme ou les formes de propriété intellectuelle utilisées pour protéger les dessins et modèles (ex.: brevet, droit d'auteur, système *sui generis*);
- b) les conditions qui doivent être remplies pour obtenir cette protection (ex.: la question de savoir si les dessins et modèles doivent être nouveaux ou originaux et les paramètres servant à définir ces qualités) ainsi qu'une description succincte de la procédure d'enregistrement ou de concession;
- c) la nature des droits et la durée de la protection accordés;
- d) la nature des recours offerts au titulaire de chacun des types de protection, en indiquant entre autres les conditions qui peuvent être imposées (ex.: exploitation dans le commerce); et
- e) la question de savoir s'il existe, pour chacun des types de propriété intellectuelle, des exceptions à la protection ou aux droits offerts.

10. Veuillez expliquer les modalités de protection des dessins et modèles de textiles aux termes de la législation turque.